

# LUTTE DE CRASSE

#01  
JANVIER 2013

POUR LA FERMETURE DES CENTRES DE RÉTENTION  
ET CONTRE LE MONDE QUI LES PRODUIT

**D**ANS CE SYSTÈME CAPITALISTE, QUI ORGANISE L'EXPLOITATION DE PRESQUE TOUS AU PROFIT DE CERTAINS, contrôler la circulation des êtres humains et des marchandises est une nécessité. C'est cette circulation qui produit de l'argent, et c'est cette circulation qu'il faut organiser pour la rentabiliser. Rien ne vaut un contrôle pointilleux de la population, pour organiser au mieux la main d'œuvre et prévenir les troubles sociaux et autres « dommages collatéraux » engendrés par cette course au profit. Pour l'Europe, le contrôle des migrants est un enjeu autant écono-

mique qu'idéologique. D'un côté, ils sont une main d'œuvre bon marché à répartir au mieux en fonction des besoins et servir de menace sur le marché du travail pour niveller les salaires vers le bas, de l'autre, ils sont un bon prétexte pour alimenter les postures identitaires et racistes qui divisent les pauvres pour le plus grand bonheur des patrons et de l'État. Autrement dit, le contrôle et l'exploitation de la main d'œuvre sans-papier sont de sacrés piliers de l'exploitation généralisée.

**F**ACE À CETTE POLITIQUE MIGRATOIRE RÉPRESSIVE, FACE AU CONTRÔLE ET À L'ENFERMEMENT, IL N'EST PAS RARE QUE

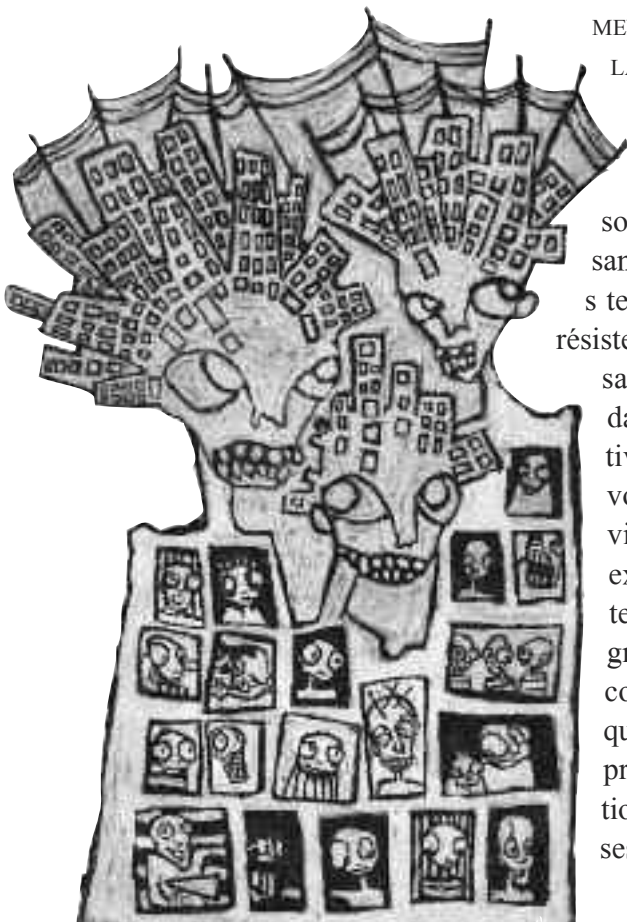
LA RÉVOLTE ÉCLATE. Dans de nombreux centres de rétention (euphémisme qui désigne les prisons où sont enfermé-e-s les sans-papiers), les migrant-e-s tentent de s'organiser pour résister. Cet été, à Marseille, les sans-papiers enfermés dans la prison administrative du Canet se sont révoltés (résistances aux violences policières, aux expulsions, grèves de plateaux ...). Quand les migrants luttent contre leurs conditions, nous pensons que cela fait écho à nos propres luttes contre l'exploitation, ses chiens de garde et ses garde-fous.



C'est pourquoi nous pensons qu'il est important de nous solidariser et de lutter nous aussi contre les politiques migratoires.

**D**ANS CE CONTEXTE, UN COLLECTIF DE SOUTIEN ET DE LUTTE A ÉTÉ CRÉÉ À MARSEILLE. Le collectif « sans papiers ni frontières » se donne pour objectif de combattre les politiques migratoires de l'État, les centres de rétention et les expulsions :

- en se solidarisant avec les différents actes de résistances et les révoltes, individuelles et collectives, qui éclatent au Centre de rétention du Canet
  - en étant solidaires des personnes inculpées pour avoir manifesté leur solidarité
  - en faisant barrage aux expulsions.
- Notre lutte contre les politiques migratoires s'exprime à travers plusieurs moyens d'actions :
- faire connaître à l'extérieur les résistances de l'intérieur, en recueillant et diffusant la parole des enfermés (affiches, tracts, brochures, diffusions audio)
  - soutenir des sans-papiers en lutte (parloir, info sur les droits, mise en relation avec des avocats,...)
  - organiser des manifestations, des rassemblements ou des actions.





## UN CENTRE DE RÉTENTION...

UN CENTRE DE RÉTENTION ce n'est pas qu'un bâtiment sinistre au fond d'une forêt ou près d'un aéroport, où l'on se trouverait enfermé parce que l'on n'a pas de chance. C'est l'un des rouages d'une machine ; du contrôle à l'enfermement ; de la queue interminable à la préfecture à la décision d'expulsion ; de l'arrestation à l'expulsion.

UN CENTRE DE RÉTENTION ce n'est pas juste quelques flics et des barbelés, mais un ensemble de personnes et d'entreprises qui participent à cette machine à expulser. C'est des patrons, des administrations, des banques, etc. qui balancent des sans papiers aux flics ; c'est des ingénieurs et des industriels qui mettent au point des outils de contrôle (passports biométriques, machines qui détectent les faux papiers), des « super-flics » et des politiciens qui créent de multiples fichiers (fichier des demandeurs d'asile, fichier des empruntes, fichier des expulsés...) ; c'est des architectes et des constructeurs qui pensent et érigent les bâtiments et les clôtures imperméables, et se mettent plein de fric dans les poches ; c'est des associations qui servent de caution humanitaire, qui co-gèrent l'enfermement et les expulsions ; c'est des médecins et des infirmière-s qui distribuent anxiolytiques et antidépresseurs à gogo pour annihiler toute volonté de révolte ; c'est des transporteurs qui expulsent à la chaîne et qui bien souvent ferment les yeux sur la violence des flics.

UN CENTRE DE RÉTENTION ce n'est pas quelque chose qui est là au hasard d'une loi injuste, mais c'est un des outils dont dispose le pouvoir pour gérer, contrôler et enfermer les personnes qu'il juge indésirables, dangereuses, réfractaires...

## QUELQUES-UNS DE CES CHAROIGNARDS

**GTM multiservice (Vinci)** : centre de rétention de Bobigny, Marseille, Sète, Nice (draps, nécessaire de toilette, nettoyage des vêtements)

**Vinci facilities (Vinci)** : centre de rétention du Mesnil-Amelot

**Onet Propreté-multiservices** : centre de rétention de Nice (nettoyage), Nîmes (nettoyage), Toulouse (nettoyage), Hendaye (repas), Lyon (nettoyage), Metz (nettoyage, nettoyage des vêtements), Perpignan (nettoyage), Plaisir (nettoyage)

**Avenance (Elior)** : centre de rétention de Metz (repas), Perpignan (draps, repas, nettoyage des vêtements)

**GEPSA (Cofely-Gdf-Suez)** : centre de rétention de Bordeaux, Hendaye (draps, nécessaire de toilette, nettoyage des vêtements), Lyon (draps, nécessaire de toilette, nettoyage des vêtements), Palaiseau, Vincennes, Plaisir (draps, nécessaire de toilette, nettoyage des vêtements), Rennes, Toulouse

**Eurest & Scolarest (Compass Group)** : Coquelles (plus localinge pour les draps), Lille, Lyon (repas), Nice (repas)

**TFN (Véolia)** : centre de rétention de Hendaye (nettoyage)

**Blanc et Bleu blanchisserie** : centre de rétention des Aymes/Guadeloupe (draps)

**Maxinet** : centre de rétention des Aymes/Guadeloupe (nettoyage)

**Clean space** : centre de rétention de Matoury/Guyane (nettoyage)

**Sodexo** : centre de rétention de Matoury/Guyane (repas)

**La culinaire de restauration** : centre de rétention de Hendaye (repas)

**Marchant** : centre de rétention de Metz (nécessaire de toilette)

**Fer express** : centre de rétention de Perpignan (draps)

**Hygy-pro** : centre de rétention de Perpignan (nécessaire de toilette)

**Ekilibre** : centre de rétention de Plaisir (repas)

**Société Ternett** : centre de rétention de Rouen (nettoyage)

**API** : centre de rétention de Rouen (draps)

**Servais** : centre de rétention de Saint-Clotilde/La Réunion (repas)

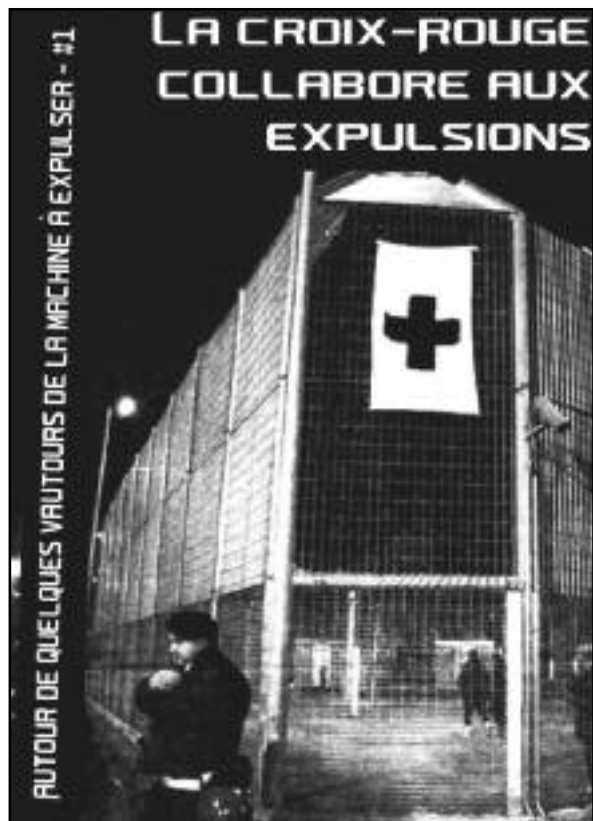
**Les religieuses de la miséricorde** : centre de rétention de Paris-Cité

UN CENTRE DE RÉTENTION ça doit fonctionner comme il faut, comme dans toutes les prisons, sinon c'est la merde. Et pour ça, toute une série d'entreprises se font du fric en fournissant et gérant de nombreux services : préparation et distribution des repas (périmés de préférence), nettoyage des locaux et des vêtements des personnes enfermées, fourniture des draps-pleins-de-tâches et du nécessaire de toilette qui est distribué à l'arrivée dans le centre (rasoir qui donne des boutons, savon qui gratte après, brosse à dent sans poils...). Recrutées par appel d'offre, ces entreprises sont pour la plupart des filiales de multinationales connues de tou-te-s : Vinci, Cofely-Gdf-Suez, Veolia, Bouygues...

**CES ENTREPRISES SONT PARTOUT AUTOUR DE NOUS.**

Elles construisent le monde de demain, des grands projets nationaux et internationaux à l'aménagement policier et lisse du territoire, de la hauteur des murs des nouvelles prisons au générateur nucléaire dernière génération : dévastation d'un bocage à Notre-Dame-des-Landes pour y mettre un aéroport international, construction du nouveau palais de justice à Paris, participation à chasser les pauvres loin des centres-villes en bâtissant des immeubles standing de luxe ou des logements sociaux pour riches, etc. Elles participent à l'appauvrissement de nos conditions d'existence en exploitant toujours plus à coup de contrats précaires, de missions d'intérim et de travail au black.

CECI N'EST PAS UN APPEL À BOYCOTT, ni une simple dénonciation. Ce texte en appelle d'autres, afin de comprendre, connaître et faire connaître les rouages de la machine à expulser et ceux qui y participent pour mieux les affronter. C'est une invitation à la lutte contre les centres de rétention et le monde qui les produit, de la distribution de tract au sabotage, de l'affiche à l'occupation, etc. Parce qu'un centre de rétention c'est juste bon à être détruit, comme toutes les prisons, comme toute cette société pourrie.



PARTOUT S'ÉRIGENT DES FRONTIÈRES QUI FONT LE TRI ENTRE CELLES ET CEUX QUI SERONT CHASSÉ-E-S ET LES AUTRES : lors des contrôles dans les transports, lors des rafles policières dans les rues, aux guichets d'agences d'intérim ou de banques qui les balancent aux flics. Partout se dressent des entreprises qui s'enrichissent sur ces expulsions : des compagnies aériennes transportent les sans-papiers retenus, des hôtels servent de prison, des associations aident les flics à gérer proprement les expulsions dans les centres de rétention, des entreprises fournissent la bouffe, des multinationales du BTP construisent et modernisent ces camps.

CETTE BROCHURE - la première d'une série autour de quelques vautours de la machine à expulser - SE VEUT UNE PETITE CONTRIBUTION À LA LUTTE CONTRE LES FRONTIÈRES ET L'ENFERMEMENT.

- brèves des frontières - émissions de radio - texte & tract - affiches - journaux muraux - brochures - agenda & initiatives -

Sans Papiers Ni Frontières est un blog où l'on peut trouver des textes et des informations contre les centres de rétention et les frontières, ceux qui les gèrent et les construisent, sur la société qui les génèrent. Sont mis à jour régulièrement des rendez-vous de manifestations, discussions et autres initiatives ainsi que des infos sur les frontières, les luttes et les révoltes dans les prisons pour étrangers.

<http://sanspapiersnifrontieres.noblogs.org/>

trouvé dans la prison pour étrangers de Torre Blanche, mars 2010

**contre les frontières et leurs prisons**

## EXPULSIONS ET ÉVASION AU CRA DU CANET

Le 9 novembre, à 23h, deux sans-papiers se font arrêter sur la Canebière. Ils marchent quand une voiture de la BAC avec quatre flics passe devant eux. Les flics les reconnaissent. Marcel et François ont déjà été deux fois au CRA du Canet et ils étaient sortis au bout de vingt-cinq jours d'enfermement. La voiture s'arrête, les flics sautent sur Marcel et François, un keuf chope Marcel, lui fait une clef de bras et lui pète le poignet. Ils passent quarante-huit heures en garde-à-vue et sont transférés au centre de rétention le lundi matin.

Une fois au centre, les flics menacent Marcel en lui disant que si ses potes à l'extérieur foutent le bordel c'est lui qui morflera. Marcel est mis dans le bloc des retenus à surveiller, ils sont cinq dans un bloc, une sorte de QHS dans le centre ! Ils passent devant le consulat tunisien pour que l'État français obtienne un laisser-passer pour les expulser. Le consulat reconnaît François le mercredi 14 et il se fait expulser le 15 par avion à six heures du matin. Pour Marcel, le laisser-passer est accepté le vendredi 16. Les keufs de la PAF essaient de l'expulser le 17 par avion mais Marcel refuse d'embarquer il retourne au centre de rétention dans la matinée. L'après-midi même, une amie de Marcel va lui rendre visite mais une dispute commence entre Nina et un flic de la PAF, très vite ça dégénère, Nina se fait menacer d'interdiction du centre de rétention. Pendant trente minutes, elle se fait insulter par les keufs qui la retiennent dans un parloir. Nina peut finalement voir Marcel mais seulement dix minutes.

Lundi 19 novembre, Nina retourne au centre de rétention avec une autre amie. À peine passé les portes, Nina se fait convoquer dans le bureau de la commandante du centre. Celle-ci lui annonce que deux procédures sont engagées contre elle, une pour outrage à agent et l'autre pour une interdiction de venir au centre de rétention. La commandante lui dit aussi que pour cette fois-ci

À Marseille, un retenu s'est évadé de la prison pour sans-papiers du Canet le 30 novembre. À l'aide d'une pince coupante, il a coupé une grille. Des amis lui ont lancé une corde pour escalader le mur. Bonne cavale !



la visite est accordée. Nina sort du bureau. La commandante, vexée de ne pas avoir été remerciée, la suit avec trois flics, et là une autre dispute éclate. Nina se fait sortir du centre alors que l'autre amie réussit à voir Marcel.

Jeudi 22 novembre à dix heures, les flics disent à Marcel de préparer ses affaires, Marcel s'entaille tout le corps avec une lame afin d'éviter son expulsion. Il part au port prendre le bateau pour être expulsé. Il est escorté par six voitures de flics. Un groupe de personnes s'y rend. Le bateau, le Tanit de la CTN, est sur le point de partir. Sur place, ce sont les mêmes policiers tunisiens et le même équipage que lors de l'altercation de cet été pendant l'occupation du Carthage. Deux personnes arrivent à monter sur une échelle du bateau, un membre de l'équipage sort une lance incendie et les arrose. Repoussé plus loin du bateau pendant qu'embarquent d'autres sans-papiers, le groupe repart au bout d'une heure. Ils se font contrôler à l'entrée du port mais ils refusent de coopérer et partent sans savoir ce qu'il se passe pour Marcel. Celui-ci est en fait à nouveau au centre de rétention. En effet, une fois dans la cellule du bateau, un membre de l'équipage s'est aperçu qu'il était blessé et qu'il saignait. L'homme a prévenu le capitaine du bateau. Marcel lui a dit que c'était les flics Français qui lui avaient fait ça. Le capitaine a refusé de l'embarquer dans cet état. Le lendemain, Marcel a rendez-vous à l'hôpital pour passer un scanner de son poignet. Encore une fois, un gros dispositif policier est déployé pour l'escorter.

Samedi 24 novembre, alors que des amis à lui attendent devant le centre pour le visiter, les flics de la PAF embarquent Marcel pour l'expulser par bateau, cette fois-ci un bateau de la SNCM. Un groupe s'y rend, là elles constatent un dispositif policier exceptionnel qui entoure le bateau et bloque les accès potentiels au quai. Marcel est expulsé...

## propos d'une retenue au centre du Canet à Marseille

*Vous êtes combien de femmes dans le bloc?*  
On est deux. Il y a cinq cellules et cinq lits par cellule.

*Avez vous accès à la cour et au réfectoire?*  
Oui, il y a une petite cour séparée de celles des hommes, et on mange dans le réfectoire avant les hommes.

*Y a t-il des horaires d'ouvertures et de fermetures des cellules?*

Non les cellules sont toujours ouvertes.

*Y a t-il des flics hommes qui gèrent le bloc des femmes?*

Il y a des flics femmes et des flics hommes.

*Est ce que les flics ont des comportements abusifs?*

Comme je ne parle pas français les flics ne me parlent pas. Ils passent vers 23h30 dans les cellules voir si on dort. On a aucune intimité, ils rentrent comme ça dans la cellule pour voir si on est là, les interphones ne marchent pas. Vendredi après-midi mon père est venu me visiter, ils le laissent rentrer, au bout de cinq minutes de parler ils viennent le chercher prétextant que ses papiers ne sont pas en règle, qu'il doit partir et ne plus jamais revenir. Alors qu'il a un papier l'autorisant à rester sur le territoire français 30 jours.

*Quels sont les contacts avec forum réfugiés, les médecins, le personnel d'entretien?*

On ne les voit jamais, les blocs des hommes sont beaucoup plus suivis que nous.

*Comment ça se passe une journée dans le centre pour toi?*

Je suis dans le centre depuis douze jours. Je me lève le matin, je vais dans la cour une heure ou deux, je m'ennuie, je suis énervée d'être enfermée, je rentre regarder la télé je ne comprend rien alors je retourne dans la cellule et j'attends que les heures passent en fumant des clopes.

*Tu es au courant qu'il y a eu un incendie le 1<sup>er</sup> septembre? Qu'est ce que tu en penses?*  
Ils ont bien fait de foutre le feu! Pour moi le centre c'est de la merde! C'est pas juste c'est toujours les pauvres qui se font attraper dans les pays riche comme la France. Ils sont emprisonnés, expulsés vers leur pays, alors que c'est la misère là-bas.

## MANIF, RÉVOLTES ET ÉVASIONS AU CENTRE DE RÉTENTION DE VINCENNES

DEPUIS QUELQUES TEMPS, LES ACTES DE RÉSISTANCE INDIVIDUELS ET COLLECTIFS DANS LE CENTRE DE RÉTENTION DE VINCENNES, COMME À L'EXTÉRIEUR, SE SONT MULTIPLIÉS. PETITE CHRONOLOGIE NON-EXHAUSTIVE DE CE QUI S'EST PASSÉ CES DERNIÈRES SEMAINES.

**Le 15 Novembre**, à la veille d'une manifestation organisée vers le centre de Vincennes, une révolte éclate dans le bâtiment 2. Un retenu a tenté de se suicider suite à des maltraitements policières, ce qui anime la colère des autres. Ils cassent alors des néons, des caméras, des portes et des feux sont allumés.

**Le 16 Novembre**, une manifestation nocturne a lieu aux alentours du centre. Le cortège, d'environ 80 personnes, ne peut pas s'approcher aussi près du centre qu'il le souhaite, car les keufs sont 2 fois plus nombreux et bien équipés. Bloqués devant l'hypodrome, les manifestants ont quand même pu être entendus des retenus du centre 1 à force de pétards, feux d'artifices et cris de liberté. « *On entendait la manif mais vite fait, on est loin, on est loin, t'as vu, mais on l'entend quand même* »

À l'intérieur les retenus réagissent. Ils mettent le feu à des poubelles, et tentent de sauter les grilles. Sans succès. Les CRS débarquent alors en force : « *... ils étaient 60 ou 70, quand même, tu peux rien faire.* » Heureusement, il n'y a eu aucune interpellation à l'intérieur comme à l'extérieur.

**Le 21 novembre**, on découvre que les grilles du centre ne sont pas si épaisses que ça. La nuit précédente, 7 retenus du bâtiment 3 se sont en effet échappés en passant par une porte à l'arrière du centre. Ils ont traversé l'autoroute pour ensuite prendre le RER. « *C'était trop facile de s'évader! Ils ont ouvert une porte, ils ont couru, moi j'ai vu la porte ouverte mais j'ai pas voulu courir parce que moi ils connaissent toute ma vie ... En fait, l'alarme elle fait semblant, ici ils sont en manque d'effectifs, le soir, ils sont même pas 10 dans tout le centre!* »

À ce jour, aucun n'a été rattrapé, on leur souhaite bonne chance pour la suite!

**La semaine du 10 décembre**, plusieurs retenus tentent de se suicider. L'un d'entre eux avale des lames de rasoir, les flics mettent du temps à réagir. « *Ils l'ont laissé en chien pendant une heure, ils attendaient.* » Suite à cela, les retenus commencent à se plaindre, à boucher toutes les caméras, à mettre le feu à du mobilier. « *Les flics sont montés, ils ont calmé le jeu. Et le lendemain, vers 4h du matin, ils ont mis l'alarme, comme quoi y'avait des gens qui fumaient dans les chambres, mais c'était comme ça, pour nous faire chier!* »

**Dimanche 16 Décembre**, au soir, au centre de Palaiseau (91), 4 sans-papiers se sont évadés. Après avoir pris son badge magnétique à un flic pour ouvrir les portes, ils ont escaladé les grillages et disparus. Malheureusement un autre retenu accusé d'avoir aidé à l'évasion a été incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis. Une instruction est en cours dans l'attente d'un procès.

# AU CENTRE DE RÉTENTION DE TURIN

**1<sup>er</sup> décembre**

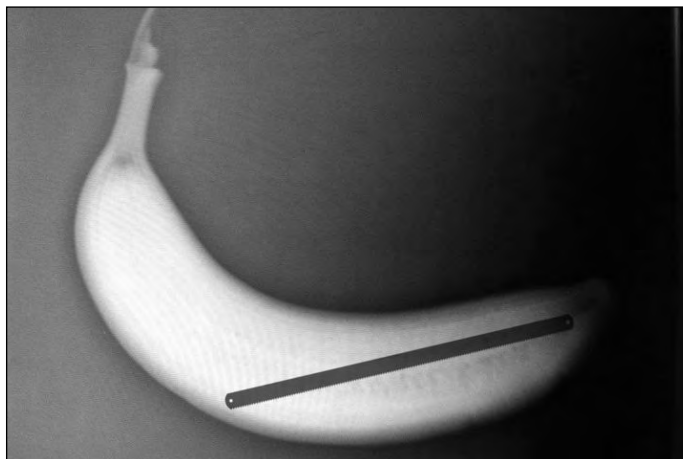
Cela faisait un moment que l'on entendait plus parler du centre de rétention (CIE) de corso Brunelleschi à Turin : mises à part quelques « ordinaires » histoires de violences et d'abus policiers, aucune révolte à l'intérieur, aucune initiative dehors, rien de rien. Et pourtant, il a suffi d'un petit rassemblement à l'extérieur des murs, une quarantaine de personnes réunies pour fêter les dix ans de la Samba Band, pour que se réactive cette faim de liberté que les somnifères de la Croix Rouge ne réussissent pas à couper, et qui attendait seulement la bonne occasion de se déchaîner à nouveau. Au son des tambours, les retenus ont immédiatement répondu en cherchant à enfoncer les portes de leurs cages, les sections les unes après les autres jusqu'à ce que tout le centre – femmes incluses – bouillonne. La police intervient tout d'abord avec les tuyaux d'arrosage, puis en entrant dans les sections les plus chaudes pour mater tout le monde à coups de matraque. Lorsque le rassemblement se déplace devant les portes du centre, on apprend qu'il y aurait cinq blessés dans l'aire violette. Et quand le rassemblement retourne sur le corso Brunelleschi, bloquant le trafic des rues Mazzarello et Monginevro, l'air est saturé de l'odeur des lacrymogènes lancés contre les révoltés. Quelques-uns de ceux-ci parviennent à monter sur le toit de l'aire bleue et saluent les manifestants de leur perchoir.

**9 décembre**

De belles bananes. Des bananes de Porta Palazzo (le marché aux puces), on s'entend, des bananes remplies de limes. On ne parle ici pas de fruits tropicaux, mais bien de cinq petites scies à métaux, de celles qui servent à scier les barreaux. Les bananes en question se trouvaient dans le paquet qu'un anarchiste de Turin a emmené mercredi après-midi à l'entrée du CIE de corso Brunelleschi, mais celles-ci ont malheureusement été découvertes. Si quelques limes ont été découvertes, on peut être sûr-e-s qu'un certain nombre d'autres ont pu passer.

**14 décembre**

Une nouvelle révolte a réchauffé les âmes des prisonniers du CIE de Turin. Il a encore une fois suffi d'un petit salut depuis l'extérieur pour allumer la mèche : quand, au cours de l'après-midi, une trentaine de personnes solidaires se regroupent en-dehors du centre, quelques retenus des aires rouge, bleue et violette



montent sur les toits et mettent le feu à plusieurs matelas. Des ballons de foot et des balles de tennis sont envoyés par-dessus le mur et un petit feu est allumé sur le trottoir. La police intervient avec les canons à eau pour éteindre les incendies sur les toits et, à ce qu'il paraît, un mur de l'intérieur de l'aire rouge est abattu et les pierres qui le constituaient sont jetées sur les flics. Une fois la révolte terminée, la police perquisitionne l'aire rouge à la recherche de bout de verre (ou de bananes renforcées ?) et, peu après, les retenus lancent des bouteilles contre les gardes de l'aire bleue.

**28 décembre**

Dans l'après midi des détenus ont incendié des matelas. La nuit précédente, il y eut également beaucoup de désordre dans le centre, de puissants cris distinctement perceptibles par les voisins. Un détenu est monté sur le toit d'une section.

**31 décembre**

Une quarantaine de personnes solidaires ont manifesté devant le centre, à l'aide de pétards, feux d'artifice, fumigènes et tambour. À l'intérieur les détenus ont répondu vivement, contraignant les flics à intervenir.

**14 janvier**

À cause du froid et du manque de chauffage les retenus de toute les sections du centre ont brûlé les matelas dans la cours. D'autres sont montés sur le toit. Après l'appel de Radio Blackout (radio militante turinoise), plusieurs personnes solidaires se sont rassemblées sous les murs. Une douzaine d'entre eux ont été arrêtés par autant de civils. Mais une fois encore, après l'alarme de la radio, l'arrivée d'autres personnes solidaires et un blocage de route improvisé la police a relâché les personnes arrêtées et est partie.

traduit de l'italien (<http://www.autistici.org/macerie/>)



- Deux patrouilleurs P350, de 35 mètres et d'une valeur de 16 millions d'euros, ont été donnés à la Garde Nationale Tunisienne pour lutter contre « l'immigration clandestine et pour mieux surveiller les côtes tunisiennes ». À ces deux patrouilleurs, l'Italie va en ajouter un troisième de 6 millions d'euros.

A noter aussi que conformément au même accord, quatre autres patrouilleurs d'une valeur d'environ 4.4 millions d'euro serviront à patrouiller le long des côtes tunisiennes.

- Le 18 décembre, un bateau à la dérive, transportant plusieurs centaines de personnes en provenance de Lybie a été intercepté au large des côtes de Lampedusa. Un autre bateau en provenance de Lybie, transportant lui aussi des centaines de personnes, avait accosté une heure avant. En tout, ce sont 438 personnes qui ont été amenées au centre de rétention de Lampedusa. Le centre étant déjà plein (722 personnes), les autorités craignent les révoltes (des personnes enfermées et des habitants de l'île). 8000 migrants ont débarqué illégalement entre janvier et septembre 2012 sur les côtes italiennes. Le 28 décembre, la mairesse de Lampedusa annonce que le cimetière des noyés est plein. Elle déclare : « *Je suis de plus en plus convaincue que la politique d'immigration européenne considère ce tribut en vies humaines comme un moyen de modérer les flux, voir comme un moyen de dissuasion* ».

- Dans le même temps, la Grèce annonce la mort d'au moins 20 migrants dans un naufrage en mer Égée.

- Encore une révolte au centre de Bologne. Le soir du nouvel an, 4 détenus ont tenté de s'évader, ils ont malheureusement été repris. Ensuite des projectiles ont été lancés contre les flics, c'était le bordel.



- 31 décembre sous haute tension au centre de rétention de Gradisca en Italie. L'alarme se déclenche vers 20h30, lorsqu'un groupe de détenu réussit à sortir des « chambres ». Les retenus s'étaient procurés les clefs de certaines portes. Les autres portes sont forcées à coups de pied. Les révoltés s'arment de gros cadenas et d'extincteurs. D'autres retenus s'étaient préparés à l'émeute et ils avaient remplis des bouteilles en plastique de sable et de pierres. Les retenus visent les policiers, militaires et carabinieri qui surveillent l'extérieur. Certains vident des extincteurs sur les flics. 2 flics de la *guardia di finanza* seront amenés aux urgences pour intoxication. Profitant du bordel, 7 retenus se font la belle en escaladant le dernier mur d'enceinte. La tension persiste et il leur faudra encore plusieurs heures pour mater la révolte.

- Modène, Italie. Le 25 décembre, des balles de tennis ont été envoyées par dessus les murs du centre de rétention. Des messages contenant l'inscription « *liberi tutti* » ainsi qu'un numéro de téléphone étaient glissés à l'intérieur. Le soir même une révolte éclate : des matelas sont jetés dans la cour et des insultes contre le personnel du centre et les keufs présents fusent. Il y aurait eu également des tentatives de suicide. Dès lors, les détenus ont entamé une grève de la faim.

## QUAND ILS NOUS ENTRETUENT

QUELQUES FAMILLES, 30 ou 40 personnes, parmi les 1500 roumains ou bulgares qui sont à la rue, parmi les milliers, les millions d'autres précaires : ce jeudi 27 septembre ces familles voient arriver un groupe de personnes leur disant de partir sous la menace de l'essence et du feu. Ils partent et leurs affaires brûlent. Pendant deux jours, ils errent comme toujours de trottoirs en parkings, de parkings en hangars, et partout des insultes, des propos et actes racistes les accueillent, les repoussent. Partout, maintenant on le dit, ça se terminera par le feu...

NOS QUARTIERS, LA GALÈRE, ON CONNAÎT, en centre ville et encore plus dans les quartiers nord, il ne fait pas bon vivre tout les jours. Partout, l'injonction au travail sous-payé, la pression sécuritaire des gangs de la police, l'intégration violente et raciste, l'Etat tape partout, sur toutes et tous. On nous répète que celles et ceux qui ne trouvent pas leur place, les chômeurs, les resquilleuses, les fraudeurs, les sans-papiers, les étrangères, les pauvres, sont le seul problème, des présumés coupables. Alors on trouve chacun son étranger, son pauvre, celui qui galère trop et qui nous gêne, qui nous pique nos miettes, celui qui est à l'origine de tout ce qui nous fait mal tous les jours, notre bouc émissaire. Hier d'autres ont été désignés, aujourd'hui c'est le Rom, le Noir, l'Arabe.

AU FINAL, PENDANT QU'ON S'INSULTE, qu'on se bat, qu'on se déloge, qu'on se menace, que l'on s'entretue pour des miettes, ceux qui nous les balancent ces miettes, eux, ils vont bien. Ils nous regardent du haut de leur siège, à la mairie ou au gouvernement, à la Joliette dans leurs bureaux, dans leurs quartiers propres et leurs ghettos de riches. Ah ! ils vocifèrent, ils pleurent même devant le spectacle qu'on leur donne, mais de joie, de rire même : qu'ils ne s'inquiètent pas, la guerre sociale on la mène entre nous.

ET SI ON LEVAIT LA TÊTE, que l'on regardait qui lance les miettes ? Et si on allait se servir à la table de ceux qui nous volent vraiment tous les jours au travail, ceux qui mangent bien et nous affament, ceux qui possèdent tout et nous font payer cher le fait de n'avoir rien ? Ou alors on peut continuer à virer les Roms, et puis les sans-papiers, les Noirs, les Arabes, les chômeurs et assistés du RSA... nous-mêmes ?



### TÉMOIGNAGE SUR L'EXPULSION DU CAMPMENT DE ST-ANTOINE

Vendredi 7 décembre, vers 21h par un froid glacial, le camp de St-Antoine a été envahi par les Forces de "l'ordre" (environ 50 CRS). Une femme désignée comme préfète par les flics (?) et un homme se disant directeur de la sécurité de la ville (ou quelque chose dans le genre) dirigeaient les opérations pour appliquer un arrêté préfectoral, le camp ayant été déclaré (soudainement ?) dangereux. C'est donc après avoir passé 6 mois dans ce lieu (un hangar au bord des rails près de la gare de St-Antoine) qu'une trentaine de personnes et de nombreux enfants en bas âge se sont vus obligés de quitter leurs cabanes bien organisées dans la nuit et le gel.

La proposition alléchante des représentants de l'état est de regagner un gymnase (Gymnase Santi à 3km5 de là) où on leur assure un confort "maximal" pour 3 jours ! Pour cela un magnifique bus de la RTM (merci la RTM !) attend devant, gratis, pour les y amener.

À notre arrivée vers 21h30, les familles sont rassemblées devant leurs cabanes avec une partie de leurs affaires, ceux qui dirigent l'opération veulent faire accepter le départ aux habitants mais bientôt, disent-ils, ils seront obligés d'utiliser la force. Sont présents des éducateurs de l'ADDAP 13 qui tentent de jouer les médiateurs. Les habitants demandent juste à ce que leur départ soit reculé au lendemain matin.

Quelques papas, leurs enfants dans les bras résistent et refusent catégoriquement de bouger.

Vers 22h les flics, hors d'eux, sont heureux d'agir enfin, ils jettent les gens dehors avec une violence trop longtemps retenue. Nous sommes trois à entourer les papas, immédiatement accusés d'être à l'origine de la résistance, insultés et caressés par des tonfas.

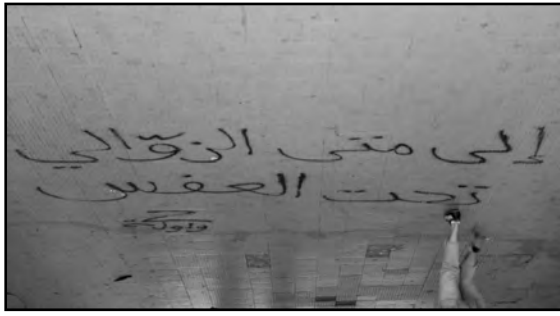
Vers 22h30 tout le monde est dehors mais les gens ne veulent pas monter dans le bus ayant peur d'être ensuite accompagnés en Roumanie. Au final certains seulement monteront, d'autres finiront pas préférer partir dans les rues gelées. Il faudra encore batailler pour que certains récupèrent leurs affaires jetées dans l'assaut. L'État est rassuré, il n'y a plus aucun danger dans ce hangar de St-Antoine, seule une vingtaine de personnes avec leurs petits enfants errent dans les rues par -1°.

Un peu plus tard des militants, retrouveront des habitants du camp sur le parking de l'école Elsa Triolet en face du hangar. Sans autres solutions et vu le froid et le nombre de petits enfants, ils ont finalement accepté d'aller au gymnase où ils sont amenés vers minuit avec des petits bus de l'ADDAP et des voitures personnelles... ils ont alors l'intention d'y passer la nuit et de s'en aller le lendemain, avant d'être fichés.

### NE DOIT-ON PAS CONTINUER À RÉQUISITIONNER ?

témoignage publié sur : <http://millebabords.org>





**APPEL À MANIFESTER LE SAMEDI 15 DÉCEMBRE  
CONTRE LA TRAQUE DES PAUVRES À MARSEILLE ET AILLEURS**

**A** MARSEILLE, LA TRAQUE CONTRE LES PAUVRES S'ACCÉLÈRE : traque des vendeurs à la sauvette, des Roms, des sans-papiers et leurs familles, des RSastes, des chômeurs, des locataires qui ne peuvent pas payer leurs loyers, militarisation des espaces publics.

Cet été, à la prison pour sans-papiers du Canet, tabassages, pressions, résistances et révoltes se sont succédés. À la rentrée, ce sont les Roms qui en ont pris pour leur grade. Plus que jamais, l'enjeu est d'être solidaire contre les offensives qui nous sont faites.

**LA MAIRIE, L'ÉTAT ET LEURS AMIS DU PATRONAT ORGANISENT LA « RESTRUCTURATION » DE NOS QUARTIERS**, en clair leur destruction. Ils construisent une métropole aménagée pour mieux nous isoler et mieux nous exploiter. Une ville où les liens qu'il nous reste pour survivre par l'entraide et la débrouille sont passés au rouleau compresseur, où on nous parque dans des ghettos pour pauvres de plus en plus loin, pendant qu'on construit des ghettos pour riches à la Joliette, à St-Charles ou aux Crottes. Une ville où la police réprime et expulse en pagaille ceux qui font tâche dans le nouveau tableau.

**M**ARSEILLE DEVIENT LA VILLE OÙ ON VEUT PLUS TE VOIR TRAÎNER, MAIS PLUTÔT AU TRAVAIL ET SOUS PAYÉ ! Plus belle la ville se « rentabilise » et se « sécurise » et c'est les pauvres qui ramassent, comme toujours ! Dans ce contexte de crise et de restructuration que nous vivons, les offensives contre les pauvres vont continuer de pleuvoir en France et en Europe : plans d'austérité en tout genre, fermetures et délocalisations, contrats au rabais, travail « gratuit » et obligatoire ...

**POUR CONTINUER À S'ENRICHIR SUR NOTRE DOS EN NOUS BALANÇANT DES MIETTES DE PLUS EN PLUS MAIGRES**, l'État et les patrons ont tout intérêt à nous organiser comme du bétail... et à nous diviser en nous montant les uns contre les autres.

**P**PLUS NOS CONDITIONS DE VIES SE PRÉCARISENT ET PLUS ON NOUS RESERT LA SOUPE DU « C'EST LA FAUTE À... » toujours plus pauvre que soi. Les politiciens et les patrons, relayés par les médias et les institutions, montent tour à tour les travailleurs contre les chômeurs, les chômeurs contre les RSastes, les français contre les immigrés, les pauvres contre les Roms... Diviser pour mieux régner, la recette est ancestrale et continue de faire ses preuves dans les rues de Marseille et d'ailleurs.

**POURTANT, C'EST LEURS INTÉRÊTS QUI SONT EN JEU, QUAND ILS ORGANISENT NOTRE PRÉCARISATION**, en s'appuyant sur la gestion des travailleurs « flexibles » (immigrés, intérimaires, contrats précaires...) pour faire pression sur l'ensemble du marché du travail et baisser les salaires de tous, ou en nous désignant des bouc-émissaires à frapper (roms, fraudeurs, sans-papiers...) pour nous aider à oublier nos conditions de vie de pus en plus merdiques.

**Ê**TRE SOLIDAIRE ENTRE NOUS, C'EST COMPRENDRE QUE NOUS AVONS LES MÊMES INTÉRÊTS CONTRE CE SYSTÈME qui nous domine et nous exploite, c'est se battre contre le contrôle et la répression que nous subissons, c'est lutter contre les séparations, celles qui font que les pauvres s'entretiennent pendant que la domination s'étend.

**ET BIM !!! PARCE QUE Y'EN A MARRE**

Y'a une chose que beaucoup connaissent, c'est la misère !

Y'en a marre d'avoir froid dans des appartements pourris qui coûtent un bras, ou bien d'être à la rue. D'être malade et de ne pas pouvoir se soigner. Le 15 du mois, on se demande comment on va remplir le frigo ; on doit renvoyer 15 fois les mêmes dossiers, les mêmes papiers. On doit faire la queue quinze nuits devant la pref et se faire fermer la porte au nez. On se fait virer au bout de trois semaines de dégoût.

Y'en a marre qu'on dise que c'est de notre faute si les gamins finissent en taule, soi-disant parce qu'on les laisse trainer dans la rue. Y'en a marre qu'on dise que chacun peut réussir et qu'on peut s'en prendre qu'à nous-même si on est dans la merde.

Y'en a marre de préférer qu'on en expulse un autre que nous. On nous fait croire que c'est la faute du voisin qui galère aussi, le voisin sur lequel on peut taper.

Y'en a marre de baisser les yeux au travail, ou de passer quinze frontières pour gagner sa croûte.

Parce qu'être pauvre c'est avoir peur de demain et qu'avoir peur ça oblige à accepter ses chagrins.

Le quotidien est une lutte, et seul, je perds. Cette misère est omniprésente parce qu'elle sert des intérêts, les intérêts de ceux qui ont décidé de la crise, de ceux à qui elle profite, de ceux qui se font élire pour la « gérer », toujours de la même manière.

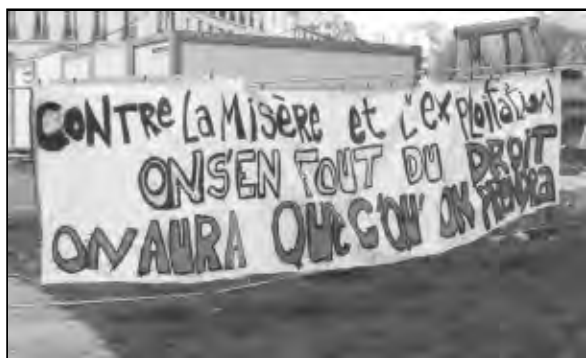
On est abîmés. Tout ça c'est pour ça. Pour entretenir le paysage. Des riches plus riches et des pauvres plus pauvres. Faut qu'on se compte là ! On est combien, au juste ? Nombreux, de plus en plus nombreux !

Les ennemis : frontière, commissariat, prison, centre de rétention, tribunaux, CAF, pôle emploi, ça sert à nous gérer, à nous contrôler. Jardins publics gris, magasins, avenues, parkings, panneaux publicitaires, aéroports, caméras, grilles, barrages, musées, Art, Culture, urbanisme, réhabilitation. C'est moche, ça use et ça tue. Et on voudrait en plus nous expulser de ça.

Alors faire du bruit dans ces rues prend tout son sens. C'est pourquoi nous marchons vers le centre de rétention, parce que si parfois le monde semble être aussi gris que les murs d'une prison, des gens s'y révoltent à l'intérieur comme à l'extérieur, être ensemble apporte de la chaleur, s'organiser renforce, les murs tombent, et BIM.

*texte distribué pendant la manif*

# UN RÉCIT DE LA MANIF CONTRE LA TRAQUE DES PAUVRES



Les manifestants arrivent petit à petit au RDV donné à 16h sur la Porte d'Aix. C'est l'occasion d'occuper la pelouse interdite depuis l'été dernier (suite à son occupation successive par des haragas puis par les Roms), de boire un thé ensemble, de poser une table de presse et de distribuer des tracts aux alentours : le texte d'appel à la manif, un texte écrit pour la manif, « et BIM ! ».

À Marseille (et pas que...), ça fait un moment qu'on s'en prend plein la gueule : occupation policière et militaire massive, expropriations et expulsions en pagaille, restructurations en tout genre, Marseille 2013 et autres joyeusetés. Au lieu de riposter contre un ennemi commun, on s'enfonce dans une guerre des pauvres contre les pauvres : organisation de groupes « d'auto-défense » de citoyens contre les Roms, les voleurs, les mendiants etc., expulsions de camps de Roms par leurs voisins armés... Cette manif contre la traque aux pauvres était une réponse à ce contexte.

Vers 17 heure nous sommes environ 200. Nous nous mettons en route en direction du Centre de rétention du Canet, avec une banderole de tête sur laquelle est écrit : « contre la misère et l'exploitation, on s'en fout du droit, on n'aura que ce qu'on prendra ». Deux autres banderoles, sur lesquelles on peut lire : « sans papiers ni frontières » et « on veut pas de vos miettes, étouffez vous avec », encadrent la manif'.

Aux cris de « contre la misère et l'exploitation, à bas l'Etat, les flics et les patrons », « ni flics, ni fric, ni expulsions », nous empruntons la rue d'Aix en bloquant la circulation. Les premiers fumigènes sont allumés et les premiers pétards éclatent. À noter qu'aucun parti ni orga n'ont leur place.

Tout au long du parcours, les tracts sont largement distribués et partout nous rencontrons un accueil chaleureux et enthousiaste ! Véridique, on avait jamais vu ça à Marseille. Même les automobilistes et les bus klaxonnaient pour nous soutenir (alors que d'habitude, quand ils klaxonnent, c'est avant de nous foncer dessus). Les critiques abordées dans les tracts et à travers les slogans et les banderoles (précarité, frontières, exploitation...), font écho au vécu de chacun. Des personnes rejoignent la manif. Spéciale dédicace aux ado-e-s qui ont pris le micro boulevard national.

Nous arrivons devant le centre, l'accès est bloqué par les gendarmes mobiles. Nous restons là un moment à faire le plus de bruit possible et à jeter des pétards. Nous décidons de partir.

On remonte Plombière et nous nous arrêtons un moment devant la gendarmerie squattée par des Roms. Ensuite, nous nous dispersons tranquillement. Certains d'entre nous rentrent en bus gratuit. Le chauffeur a vu passer la manif, il les accueille à bras ouverts.

On est content, c'était une chouette manif, vivement la prochaine...

**RDV LE SAMEDI 16 MARS  
À LA PORTE D'AIX**

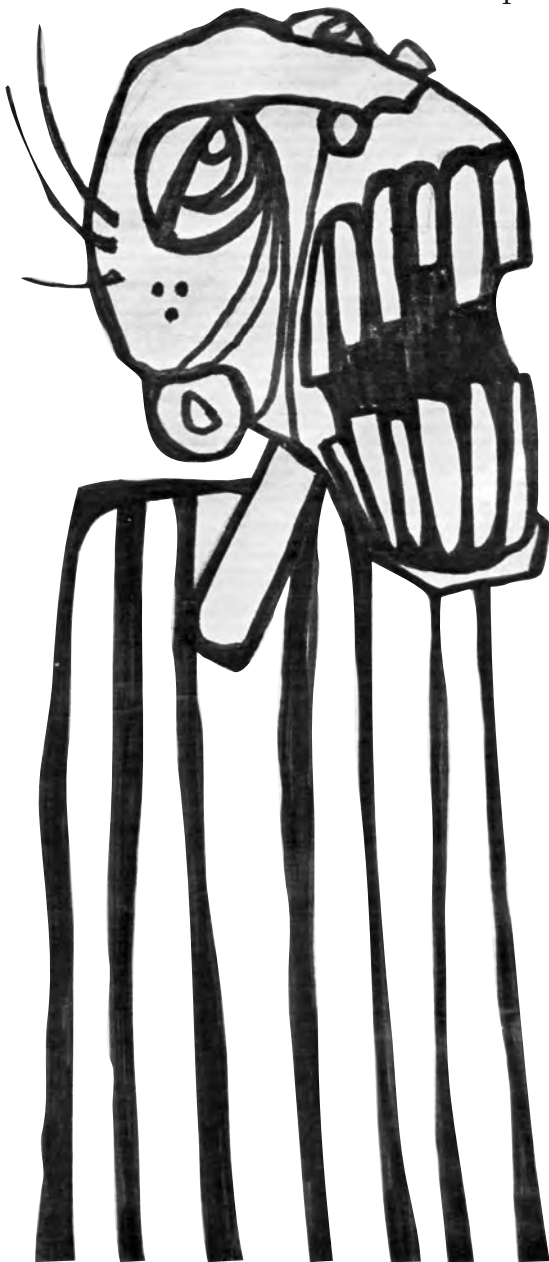


## CENTRES DE RÉTENTIONS ET POLITIQUES MIGRATOIRES

### OU LE DESSOUS DES CARTES

**L**es incidents successifs au centre de rétention du Canet montrent une fois de plus l'urgence de la fermeture de ces prisons qui ne se désignent pas comme telles : euphémisme commode tel qu'il sied aux démocraties. Mais les discours des gouvernants diffèrent d'avec les faits : en 1938, alors qu'il n'existe aucun texte règlementaire, et sans aucun contrôle judiciaire, mais uniquement en se basant sur un texte de police autorisant l'internement des sans-papiers, ce furent d'abord les espagnols fuyant le franquisme. Avec la décolonisation en 1963, les maghrébins eurent les honneurs d'inaugurer les entrepôts d'Arenc. La prison clandestine fut découverte en 1975. Cependant elle poursuivit son activité avant d'être officialisée le 29 octobre 1981 par le gouvernement Mitterrand.

**D**epuis lors ces prisons poursuivent leur travail : sévices, humiliations... Clandestine ou officielle, la barbarie est toujours présente dans les centres de rétention administrative. Les raisons invoquées : réprimer l'immigration clandestine : « la France est une terre d'asile qui ne peut recevoir toute la misère du monde ».



**U**ne fois de plus, le mensonge est le maître du jeu. La réalité défigurée. Et pour cause : l'émigration est toujours relative au climat politique du moment. Climat orchestré selon les multiples intérêts du capitalisme : le maintien dans les pays de l'Hémisphère-sud, anciennement colonisés, d'un très bas niveau de vie. L'urbanisation mondiale et la prolétarianisation qui va avec, contraignent les travailleurs à émigrer des campagnes vers les villes et du Sud vers le Nord.

**A**insi, aux grandes vagues migratoires des années 1950-1974 succède avec la crise, une politique basée sur des quotas - contrats de travail à durée limitée. Ce nouveau type de gestion permet le développement accru de travail en sous-traitance, donc l'emploi d'une main-d'œuvre clandestine aisément corvéable qui permet un salaire sous-payé. Ce qui restructure un nouvel ordre économique, qui nécessite un discours idéologique de division du prolétariat (travailleur-euses/chômeur-euses) : une stratégie de la tension.

L'émigré rendu responsable du chômage, a pour écho le racisme et la xénophobie, savamment entretenus par les politiques de flux et de reflux (émigration-expulsion).

**C**ette politique a aussi pour objectif le pillage des ressources naturelles des pays dits « en voie de développement », développement qui ne profite jamais aux populations entretenues dans la pauvreté. Il s'agit d'un néo-colonialisme de concert avec les oligarchies et bourgeoisies locales.

L'objectif des capitalistes, quelques soient leurs positions idéologiques et/ou religieuses est d'entretenir la guerre contre le prolétariat et la division de celui-ci.

*texte trouvé lors de la manif*

# PROCHAINE MANIF LE 16 MARS 2013

## SANS PAPIER NI FRONTIÈRE

s'invite sur radio Galère 88.4  
le deuxième mercredi de chaque mois  
de 16h30 à 18h.

Une émission contre les frontières et leurs prisons. Une émission contre la société qui les génère. Une émission pour donner la parole aux retenu-e-s. Une émission pour faire connaître les luttes à l'intérieur et à l'extérieur. Une émission pour parler de liberté de circulation et d'installation, via des présentations de livres, de films, de documentaires, d'histoires vécues.

**Sans papier ni frontière**

Tous les deuxième mercredi de chaque  
mois de 16h30 à 18h sur radio Galère, 88.4.

Émissions podcastable sur  
<http://radiogalere.org>



## MARSEILLE INFO AUTONOME

MIA est une liste de diffusion internet relative à la lutte de classe sur Marseille et ailleurs.

MIA relaye les informations concernant les luttes, manifs, rassemblements, actions, occupations, grèves, révoltes, discussions, projections, soirées de soutien qui sortent des cadres institutionnels, marchands, politiciens, syndicaux, artistiques...

MIA est un outil à s'appropriier et à faire vivre qui ne substitue pas à notre présence dans la rue mais entend bien nous y faire sortir.

Pour envoyer un message à tous les abonné-e-s ou s'inscrire à la liste, écrire à :

[mia@boum.org](mailto:mia@boum.org)

